

Atelier n° 061 du 23/8/2008

Eléments d'analyse et de bilan du « Grenelle de l'environnement » et de ses suites

**Comment domestiquer l'urgence écologique en 2008 comme la révolte sociale en 1968
ou, « Grenelle » sera toujours « Grenelle » : une mascarade et un jeu de dupes**

Philippe Mühlstein (Attac-France – Conseil scientifique)

In memoriam Jean Chesneaux

Osons le dire sans ménager notre admiration : le « Grenelle de l'environnement » est un grand et glorieux succès... pour M. Sarkozy, pour son gouvernement et, surtout, pour les intérêts économiques qu'ils servent avec ténacité.

L'opération si brillamment menée, avec la participation souvent naïve et conséquemment la complicité souvent involontaire de ses participants des associations environnementalistes, repose d'un bout à l'autre sur deux piliers, la dépolitisation et l'instrumentalisation, selon des modalités que je vais expliciter succinctement.

Auparavant, je reviendrai sur quelques éléments factuels qui ont marqué la négociation et sur le bilan, rapidement puisque l'essentiel en a été dit par l'intervenant précédent.

Je veux être clair : je ne fais absolument pas le reproche aux associations participantes d'avoir participé. La politique de la chaise vide n'est pas la bonne lorsqu'il est possible, comme c'était le cas, de s'exprimer d'une tribune plus haute que d'habitude face à ses adversaires et surtout face à l'opinion publique, dont le niveau de prise de conscience de la crise écologique et des responsabilités qu'elle engage n'est pas encore, même si elle a progressé ces dernières années, à la hauteur des enjeux pour l'humanité. Attac n'était pas conviée au « Grenelle », ce qui n'est pas choquant puisqu'elle n'est pas une association de protection de la nature, même si elle s'intéresse de plus en plus au sujet depuis quelques années. Je ne crois pas trop m'engager en estimant que, invités à participer, nous y serions allés. Y serions-nous restés jusqu'à la fin ? C'est une autre question...

1 – Une négociation fermement engagée... qui finit dans le renoncement

Une négociation doit partir d'un certain rapport de force à poser d'emblée. Les écologistes de toutes tendances avaient de fortes exigences communes. De son côté, le gouvernement avait besoin de redorer une image déplorable sur le plan écologique, attestée par la mauvaise note obtenue par le candidat Sarkozy dans le cadre de la notation des prétendants au titre de « monarque républicain » mise en œuvre en 2007 par les associations regroupées au sein de « l'alliance pour la planète ». Celles-ci étaient bien placées pour le savoir et la bonne tactique consistait à poser d'entrée de jeu quelques « lignes rouges » à ne pas franchir, de leur point de vue, pour que la négociation puisse commencer.

On peut discuter de la pertinence et du nombre des préalables choisis, mais ils ont bel et bien été posés, sous la forme, je le rappelle, de quatre moratoires *a priori* non négociables : sur la construction de nouvelles centrales nucléaires, de nouvelles autoroutes, de nouvelles installations d'incinération de déchets et enfin sur les cultures de plantes transgéniques en plein air.

Ces résolutions ont vite fait long feu. Le nucléaire, d'abord, a été autoritairement sorti de la négociation par le gouvernement. Ceux qui ont assisté à ma conférence lors de l'Université d'été d'Attac de l'an dernier, ici même, le savent bien, le développement de l'électronucléaire ne fait pas bon ménage avec la négociation, avec le débat public et plus généralement avec la démocratie... Raison de plus pour ne pas transiger sur ce point, et pourtant, ce fut la première capitulation en rase campagne des écologistes. Tous les espoirs étaient dès lors permis au gouvernement.

Souvenez-vous des hauts-cris poussés par le lobby agro-industriel, qui a dénoncé durant le « Grenelle » une infâme machination : le gouvernement aurait secrètement conclu un accord avec les écolos, selon lequel il sacrifierait les OGM en échange de leur silence complice sur le nucléaire. C'était faux, évidemment : ils n'ont rien obtenu en échange de leur renoncement à ce moratoire. Car non seulement le « Grenelle » n'a pas une seconde touché au nucléaire, mais il a débouché sur une victoire des pro-transgéniques et l'absence de moratoire. Je le rappelle, si moratoire il y a finalement eu sur le maïs Monsanto 810, ce n'est pas au « Grenelle » que nous le devons, mais à la courageuse grève publique de la faim déclenchée 4 mois plus tard par des faucheurs volontaires et des membres de la Confédération paysanne et grâce à la participation de José Bové, gage d'un suivi médiatique de l'opération, alors que le gouvernement se souciait de ne pas créer de martyrs et de mener à son terme son « Grenelle ». Soit dit en passant, on ne saurait trouver meilleur exemple de ce que le rapport de force permet d'obtenir de plus que la gentille acceptation des conditions posées par le pouvoir...

Le moratoire sur les autoroutes ? Du « Grenelle », il est sorti que l'on continuera à en construire de nouvelles pour contourner des villes ou lorsque les conditions locales le justifieront, sachant, bien sûr, que ce sont les bétonneurs-experts du Conseil général des Ponts et Chaussées qui décideront des dites justifications. Quand bien même ce lobby du bitume vient d'être renommé « Conseil général de l'environnement et du développement durable », à sa tête et au trois quarts parmi ses troupes, on a gardé les mêmes et on recommence... Mais ces conditions très « souples » n'ont même pas été respectées dès le lendemain du « Grenelle » : on construit l'autoroute Langon-Pau malgré l'opposition unanime des associations environnementalistes et des riverains, on doublera l'autoroute Lyon-Saint Etienne, on construira le contournement autoroutier de Strasbourg et l'autoroute Genève-Annecy, on construit une deuxième galerie routière parallèle au tunnel du Fréjus – fausse « galerie de sécurité » mais vrai doublement du tunnel routier puisqu'elle est plus large que le tunnel du Mont-Blanc et permettra d'ici deux ou trois ans de renforcer le caractère de couloir à camions de la vallée de la Maurienne, alors que le tunnel ferroviaire de base sous le Fréjus, si jamais il est construit, attendra quant à lui pour ouvrir au moins jusqu'en 2020...

Va-t-on en revanche cesser de construire des aéroports ? Eh bien, non ! On construira celui de Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, et on transformera celui de Vatry, près de Reims, en nouvelle plate-forme de fret aérien. Le fret aérien est un bel exemple de « développement durable » néo-libéral : avec l'énergie représentée par un kilogramme équivalent pétrole, une tonne de marchandise peut parcourir 2,5 km en avion-cargo en émettant 1,22 kg de gaz carbonique par km alors que transportée par train, elle pourrait, avec la même énergie, parcourir 215 km en émettant 6 grammes de gaz carbonique par km. Mais ce sont les gares ferroviaires de fret que la SNCF continue à fermer, au nombre de 260 cette année, le gouvernement considérant, « Grenelle » ou pas, que le fret ferroviaire ne relève pas du service public et doit être financièrement rentable. Cherchez l'erreur...

Le moratoire sur l'incinération ? Qu'on ne nous embête pas avec ces détails : chaque français ne produit jamais en moyenne qu'un kilogramme de déchets par jour et, on le sait bien, ils n'aiment pas les trier et leurs élus pas davantage.

On pourrait ainsi continuer longtemps la litanie des renoncements du « Grenelle » : la poursuite de la folie furieuse du développement des agro-carburants, l'absence de protection des « lanceurs d'alerte », l'oubli de la question de la santé publique – il n'y avait pas de médecins ni d'autres professionnels de la santé au « Grenelle » – alors que la facture sanitaire et socio-économique des maladies dues à la pollution est et sera de plus en plus lourde. J'abrège. La question qui vient à l'esprit est la suivante : pourquoi cette capitulation en rase campagne alors qu'aucun des moratoires n'a été obtenu ?

C'est une vaste question et j'aimerais qu'elle alimente le débat que nous allons avoir, et pour lequel je vais apporter maintenant quelques éléments de réponses.

2 – De la dépolitisation considérée comme un des Beaux-arts...

La dépolitisation de l'écologie a été savamment orchestrée par l'Etat avec l'aide des médias, ce qui peut à la rigueur se comprendre de leur point de vue. Mais elle a aussi été l'œuvre de certaines parmi les plus importantes associations de protection de la nature. Je ne veux ici nommer personne, mais plutôt analyser le phénomène avec la distance nécessaire, pour contribuer à s'en prémunir.

Comment fonctionne la dépolitisation de l'écologie vue du pouvoir ? Elle utilise un constat d'autant plus ravageur qu'il difficilement contestable en l'état, à savoir qu'en matière de crise écologique, nous sommes tous dans le mêmes bateau. Et de ce constat, on en vient facilement à un slogan trompeur : « *Oublions nos divergences politiques : tous unis pour sauver la planète !* ». Cette opportune unanimité de façade permet d'occulter, en les évacuant purement et simplement, les antagonismes sociaux et les inégalités considérables générés par notre organisation socio-économique.

Tout se passe comme si nous étions au même titre tous responsables et tous victimes des dégâts environnementaux, condamnés à ramer ensemble, mais bien sûr en veillant à ne pas affaiblir ceux qui créent vraiment les « richesses » qui pourront nous aider à venir à bout de la crise, c'est-à-dire les propriétaires du capital. C'est bien cette dépolitisation que l'on trouve à l'œuvre dans la rhétorique d'un Nicolas Hulot, qui a effectivement souvent répété : « *Nous sommes tous responsables...* ». Seulement voilà, dire que nous sommes tous responsables revient à dire qu'il n'y aurait aucun responsable en particulier. Et ce n'est pas vrai. Que la droite néo-conservatrice et le patronat tiennent ce raisonnement n'est pas étonnant ; ils sont dans leur rôle traditionnel, celui de la défense indéfectible des nantis. Que M. Sarkozy demeure le candidat des riches jusque dans le « Grenelle de l'environnement », qu'il instrumentalise celui-ci pour sa stratégie de domination du social par le politique – j'y reviendrai – est dans l'ordre des choses.

Mais que la soi-disant Gauche, qui n'est plus à gauche depuis longtemps, et surtout les acteurs de la mouvance écologiste lui emboîtent le pas et se tiennent à proximité pour ne pas être distancés par le meneur qu'ils ont accepté et légitimement est, comme le dit Yann Fievet, président de l'association Action-Consommation, une insulte à l'intelligence politique. La politique, au vrai sens du terme, a disparu dans les méandres du consensus néo-libéral et de la libéralisation galopante des marchés.

Selon Yann Fievet, « *L'intelligence politique commanderait que l'on fasse le lien entre la lutte pour plus de justice sociale et la lutte pour un environnement viable, que l'on prenne en compte que les pauvres [localement et mondialement] souffrent plus d'un environnement déprécié parce qu'ils sont pauvres, que l'on dénonce la responsabilité des*

riches – nations et individus – dans la dégradation des écosystèmes et que l'on commence à compenser tout cela par un autre partage des richesses. (...) L'intelligence politique aurait consisté – et devra consister demain – à proclamer que le défi écologique n'est pas négociable. ». Bref, nous essayons de faire preuve d'intelligence politique à Attac lorsque, dans la Commission « Ecologie et Société » qui a organisé cette filière et le présent atelier, nous essayons en permanence de tenir en mains les deux enjeux et de faire converger pratiquement les deux luttes, sociale et écologique. L'enjeu pour les acteurs de ces luttes est d'appréhender la nature des forces en présence et le caractère connecté, systémique, global de ce qu'ils veulent combattre.

Un autre puissant levier de la dépolitisation de l'écologie est l'institutionnalisation, qui n'est d'ailleurs pas l'apanage des mouvements écologistes mais concerne tous les mouvements sociaux, sans exception, y compris Attac. Il s'agit donc de faire preuve d'une vigilance permanente. Si les associations écologistes, pas toutes, certes, et pas toutes avec la même candeur naïve, ont choisi d'éviter à tout prix la rupture des négociations du « Grenelle » et conséquemment de continuer à suivre MM. Sarkozy et Borloo sur le chemin du renoncement et de la duperie, c'est parce qu'elles avaient, depuis longtemps, une soif ardente de reconnaissance institutionnelle. C'est ce que M. Sarkozy, auquel on ne peut dénier une forme d'intelligence politique, a bien compris. Il a su en user et en abuser.

Car voici des associations, composées pour l'essentiel de bénévoles, qui, depuis des décennies, s'investissent dans des luttes, encore souvent locales, parfois avec succès, et à qui, d'un seul coup, on permet de siéger durant des mois à la table des ministres, au même rang que les puissants qu'ils n'avaient souvent vus, et combattus, que de fort loin. Rappelons la maxime populaire selon laquelle celui qui déjeune avec le diable doit disposer d'une très longue cuiller...

Enfin, on ne peut éviter, dans notre système marchand, d'évoquer les questions financières, loin d'être absentes – c'est normal – des préoccupations des associations. Mais comment conserver des capacités de rupture avec la mascarade étatique, le moment venu, lorsqu'on dépend des commandes bienveillantes de l'Etat, qui vous paye même, parfois, pour siéger dans les structures qu'il désigne ? Comment cesser tout accommodement avec les pires transnationales, lorsque l'essentiel de son financement provient de la grosse industrie ? Comment, enfin, *tenir* sur le social lorsqu'on recrute ses dirigeants par annonces hors du mouvement écologiste et sur des critères de capacités purement gestionnaires et sur la maîtrise du *fundraising* (récolte de fonds auprès de donateurs) ?

Je l'ai dit, je ne veux nommer personne : j'ai des copains, parfois des amis, dans ces associations qui font plutôt du bon travail.

3 – ... à l'instrumentalisation au profit d'une politique déjà décidée

La première duperie du « Grenelle » est qu'une grande partie de ce qui a été décidé l'aurait été de toutes façons. La France était très en retard sur tous les grands pays européens en ce qui concerne la transposition ou le respect des directives ou règlements de l'Union. Elle se met simplement, peu à peu, à jour. Mais rien de ce qu'il aurait fallu impérativement décider pour desserrer sensiblement l'étreinte de la crise écologique ne l'a été. En revanche, le « Grenelle » a été et reste très pratique pour faire passer pas mal de « pilules » qui, toutes, vont dans le sens du programme néolibéral que M. Sarkozy met en œuvre avec opiniâtreté.

Voici un premier exemple d'instrumentalisation Sarkozyenne du « Grenelle de l'environnement » dans un domaine que je connais bien : les transports ferroviaires. Les participants au groupe de travail « Energie-Climat-Transports » du « Grenelle » se sont étonnés à juste titre, alors qu'il n'en avait jamais été question lors de ses travaux, de trouver à la sortie la décision de construire 2 000 km de nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse. Etonnement justifié aussi parce que le TGV est peut-être le seul secteur qui se soit vraiment développé depuis 30 ans à la SNCF et que c'est plutôt du côté des trains classiques interurbains ou du fret ferroviaire, là où il n'y a eu au contraire que très peu d'investissements et où l'on n'a pas cessé de fermer des lignes et des gares, qu'il conviendrait de se donner d'ambitieux objectifs de développement pour obtenir des reports de trafics en provenance de modes de transports beaucoup plus polluants.

La réponse à cette énigme est contenue dans la lettre de mission envoyée le 27 février 2008 par M. Sarkozy à M. Pépy, à l'occasion de sa nomination comme président de la SNCF. Cette mission est d'appuyer la transformation de la SNCF sur cinq « chantiers phares » parmi lesquels le troisième consiste à « *Pousser l'avantage de la grande vitesse "à la française" en France, en Europe et dans le monde. (...) Notre pays peut être le leader mondial du ferroviaire. Il faut donc accélérer le développement du TGV, en France, comme l'a prévu le Grenelle de l'environnement, et en Europe, où la concurrence s'ouvre dès 2010. Il faut également exporter le savoir-faire français, notamment d'ingénierie, au moment où l'intérêt pour la grande vitesse devient mondial.* ».

Vous l'avez compris : plus que de protéger l'environnement, il s'agit de soutenir l'industrie ferroviaire française à l'exportation, c'est à dire l'accumulation de capitaux privés.

C'est la même raison qui avait conduit le gouvernement, dans les années 1970, à lancer la construction de 58 réacteurs nucléaires en France, très au delà des besoins nationaux d'électricité, et qui le conduit aujourd'hui encore à construire un réacteur EPR et à prévoir déjà la construction d'un deuxième...

L'exemple du nucléaire est décidément très emblématique de l'instrumentalisation de la crise écologique puisque, bien entendu, ce n'est pas pour soutenir les exportations des fabricants de chaudières et d'alternateurs, mais pour produire une électricité « verte », sans dégagement de gaz à effet de serre qu'il faut multiplier les réacteurs et que notre « petit chanoine à Ray-Ban® » se fait le VRP de la vente de centrales à n'importe quel régime totalitaire de la planète, pourvu qu'il soit solvable.

On constate aussi que le « bonus/malus » mis en place après le « Grenelle » sur les achats d'automobile neuves a, comme par hasard, outrageusement profité à l'industrie automobile française. En effet, Renault et Peugeot excellent dans les voitures Diesel petites et moyennes : cela tombe bien puisque, consommant moins, elles émettent moins de gaz carbonique et que le bonus/malus ne s'applique pas aux autres polluants, comme les particules fines dont les moteurs Diesel sont les premiers émetteurs... On apprend d'ailleurs qu'en 2008, ce dispositif aura équivalu à accorder à notre industrie automobile nationale une subvention de 200 millions d'euros de fonds publics. Bien joué !

On peut aussi évoquer le projet d'écotaxe sur les poids-lourds (PL), qui fournira une bonne occasion pour supprimer la taxe à l'essieu honnie par les entreprises de transport routier, écotaxe dont on saura bien limiter encore plus les effets pour ne pas pénaliser les transporteurs nationaux : l'écotaxe PL allemande rapporte 3,5 milliards d'euros par an et l'on prévoit déjà que l'écotaxe « à la française » ne rapportera pas plus de 800 millions d'euros ; on ne sait d'ailleurs pas si son produit sera vraiment consacré aux infrastructures de transport alternatives.

Je passe sur l'instrumentalisation de la question des OGM, puisque vous n'avez pas manqué de constater que la loi soi-disant issue des travaux du « Grenelle », alors qu'il était question de nous donner à tous le droit de consommer sans OGM, est devenue par un habile retournement une loi qui protège le droit de cultiver des OGM, sans oublier au passage de renforcer la répressions des faucheurs volontaires.

Mais, pour conclure, la pire des instrumentalisations Sarkozystes est bien celle qui permettra d'instaurer une « écotaxe Carbone » en échange d'une baisse des « charges sociales » (c'est à dire en réalité du salaire socialisé), au nom du dogme de la « neutralité fiscale ». Ceci va encore plus assécher les ressources de la Sécurité sociale et renforcer l'incitation, pour ceux qui en auront les moyens, à recourir aux assurances privées et aux fonds de pensions, comme en rêvent les néolibéraux. Quant aux plus pauvres, on constatera vite que grâce au « Grenelle », ils auront, pour devenir « propres » à payer une charge financière inversement proportionnelle à leur empreinte écologique : « travaillant plus pour gagner plus », ils devront aussi payer plus...

4 – Conclusion provisoire

La question de la résolution de la crise écologique est éminemment politique. C'est pourquoi il faut re-politiser l'écologie. Il ne faut plus s'imaginer que l'écologie puisse être un tant soit peu soluble dans le Sarkozysme et, car cela dépasse de beaucoup la personne de M. Sarkozy, soluble dans l'organisation socio-économique qui gouverne le monde : le capitalisme, actuellement dans son stade néo-libéral. En France, il faut sortir l'écologie des griffes des vautours qui l'instrumentalisent et la déconsidèrent aux yeux de nos concitoyens les plus pauvres. L'écologie politique a échoué, comme le reconnaît Fabrice Nicolino dans un texte récemment publié sur son *blog*. Il préconise d'en tirer toutes les conséquences et « *de reconstruire un mouvement différent, plus fort, plus conquérant, partant avec ceux qui le voudront à l'assaut du ciel, pour la restauration d'un monde vivant* ». Et Yann Fievet conclut l'article auquel j'ai fait quelques emprunts par cet appel, auquel je souscris totalement : « *La repolitisation de l'écologie passe par l'éclosion et la structuration d'un mouvement social alliant consubstantiellement les questions environnementales et sociales.* »

Comme je l'ai déjà dit, nous, membres de la Commission « Ecologie et Société » d'Attac-France et au delà, si nous sommes approuvés, toute l'association et tous les Attac de notre planète en grand péril, nous entendons bien y contribuer.

* *
 *
 *